

PRÉ-REQUIS

Aucun

MOYENS PÉDAGOGIQUES

Exercices applicatifs.

DURÉE / LIEU

1 jour / 7 heures
AMG Informatique

OBJECTIFS ET PUBLIC CONCERNÉ

Être en mesure d'identifier les obligations réglementaires ainsi que les risques juridiques en cas d'infraction.

Cette formation s'adresse à des Responsables et techniciens sécurité, environnement et qualité.

ÉVALUATION DES ACQUIS

Exercices et travaux pratiques applicatifs.
Exercices de validation des connaissances.

PROGRAMME

1 - CERNER LES SOURCES DU DROIT DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La hiérarchie des textes, l'articulation droit communautaire/droit national (règlements, directives, lois, décrets), la jurisprudence
Les principes généraux de prévention

2 - IDENTIFIER LES ACTEURS DU DROIT DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Présentation des différents intervenants : CHSCT, CE, DP, service sécurité de l'entreprise, médecin du travail, service prévention des CRAM, inspection du travail, DREAL
Rôles et compétences de chacun

3 - RECENSER LES OBLIGATIONS LÉGALES AUXQUELLES L'ENTREPRISE DOIT SE CONFORMER

Présentation des principales obligations en matière de prévention :

- protection collective (aménagement des locaux, conditions de travail, machines et appareils, incendie, explosion, substances dangereuses, organisation des secours),
- protection individuelle (visite médicale, aptitude au poste, formation, équipements de travail), sous-traitance, travail temporaire, accidents du travail, maladies professionnelles, protection des populations riveraines

Connaître les outils pour suivre ces exigences et s'y conformer

4 - APPRÉCIER LES RISQUES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Responsabilités civiles et pénales de l'entreprise et du dirigeant : l'étendue des risques et l'obligation de résultat

Responsabilités civiles et pénales du manager : le mécanisme de la délégation de pouvoirs

La co-responsabilité : spécificités de la sous-traitance

La réparation des accidents

5 - METTRE EN PLACE DES MESURES DE PRÉVENTION JURIDIQUE

Procéder à l'audit des risques

Prévenir le risque de mise en jeu de la responsabilité

Assimiler les obligations administratives de l'entreprise : déclarations obligatoires, mise en place de registres, vérification